



PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

**Direction départementale de la protection
des populations des Alpes-Maritimes**
service environnement

Installations classées pour la protection de l'environnement

Société GRASSOISE DE PARFUMERIE SGP2
Zone industrielle du Carré – Grasse

Arrêté de mise en demeure

Le Préfet des Alpes-Maritimes
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

VU le code de l'environnement, livre I, titre VII, et notamment son article L.171-8 ;

VU le code de l'environnement, livre V, titre I, et notamment ses articles L. 511 à L.517 ;

VU l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 relatif au stockage en réservoirs aériens manufacturés de liquides inflammables exploités dans un stockage soumis à autorisation au titre de la rubrique 1432 de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement, modifié par les arrêtés du 10 février 2011 et du 16 juillet 2012 ;

VU les actes préfectoraux autorisant la société GRASSOISE DE PARFUMERIE à exploiter des installations de fabrication de matières premières destinées à l'industrie de la parfumerie, en particulier l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13192 du 3 octobre 2008 actualisant les prescriptions applicables auxdites installations ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 décembre 2013, pour faire suite à la visite d'inspection du 24 octobre 2013 ;

CONSIDERANT que les installations de la société GRASSOISE DE PARFUMERIE ne respectent pas les prescriptions des articles 4.3.8, 4.3.11, 9.2.2.1 et 9.2.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 3 octobre 2008 ;

CONSIDERANT que ces écarts à la réglementation sont de nature à porter atteinte aux intérêts environnementaux mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il y a lieu d'y mettre un terme ;

SUR la proposition du secrétaire général de la préfecture des Alpes-Maritimes,

ARRETE

Article 1 :

La société GRASSOISE DE PARFUMERIE dont le siège social est situé 12, boulevard Pasteur – 06130 Grasse, est mise en demeure, dans le cadre de la poursuite de l'exploitation de ses installations implantées dans la zone industrielle du Carré à Grasse, de se conformer aux prescriptions antérieurement édictées selon les détails et délais énoncés ci-après.

Arrêté préfectoral complémentaire n° 13192 du 3 octobre 2008				
Article	Prescriptions			Délais
4.3.8 et 9.2.2.1	L'exploitant respecte, avant rejet des eaux usées industrielles dans le réseau urbain des eaux usées industrielles de la ville de Grasse, les valeurs limites en concentration et flux (...)			1 mois
	paramètre	concentration (mg/L)	Flux journalier (kg/j)	
	DBO ₅	250	2.5	
	(...) Une analyse en hydrocarbures totaux est réalisée au moins toutes les cinq bâchées.			
4.3.11 et 9.2.2.2	L'exploitant respecte, avant rejet des eaux pluviales non polluées au milieu naturel (...) Une analyse annuelle est réalisée.			1 mois

Les délais mentionnés ci-dessus sont à compter du jour où le présent arrêté est notifié à l'exploitant.

Article 2 : Délais et voie de recours

La présente décision peut être déférée devant le Tribunal administratif de Nice :

- par le demandeur ou l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où la présente décision lui a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de la présente décision.

Article 4 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions susvisées dans les délais impartis, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues aux articles L. 514-1 et L. 514-2 du code de l'environnement.

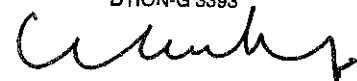
Article 5 :

Le Secrétaire Général de la préfecture des Alpes-Maritimes est chargé de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée :

- à la société GRASSOISE DE PARFUMERIE,
- au sénateur maire de Grasse,
- au chef de l'unité territoriale des Alpes-Maritimes de la DREAL, inspecteur des installations classées.

Fait à Nice, le **03 JAN. 2014**

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G 3393



Gérard GAVORY

PRÉFET DES ALPES-MARITIMES

Direction départementale de la protection des
populations des Alpes-Maritimes
service environnement
Installations classées pour la protection
de l'environnement

Affaire suivie par Jocelyne Blondeau
☐ 04 93 72 28 59 ☐ 04 93 72 28 05
Jocelyne.blondeau@alpes-maritimes.gouv.fr
ICPE/SOCIÉTÉ GRASSOISE DE PARFUMERIE

Nice, le 03 JAN. 2014

RAR

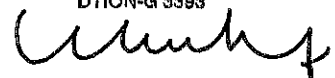
Monsieur le Directeur,

Dans le cadre d'une visite de contrôle de votre établissement situé dans la zone industrielle du Carré à Grasse, effectuée le 24 octobre 2013, l'inspection des installations classées, a constaté des écarts aux dispositions de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 13192 du 3 octobre 2008 relatives aux rejets des eaux industrielles et des eaux pluviales.

En conséquence, je vous mets en demeure par arrêté ci-joint, de prendre les dispositions nécessaires pour respecter les prescriptions antérieurement édictées dans les délais fixés à compter de la présente notification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général
DTION-G 3393



Gérard GAVORY

Monsieur le Directeur
Société GRASSOISE DE PARFUMERIE
12, boulevard Pasteur
06130 Grasse